

Rapport de contrôle de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées		
		Date : 02/08/2021
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société : M2I Salins Salin de Giraud	S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO	N° 0064-01200 <input checked="" type="checkbox"/> P1 <input type="checkbox"/> P2 <input type="checkbox"/> P3 <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> SSH <input type="checkbox"/> SSB <input checked="" type="checkbox"/> IED
Activité principale : Chimie fine – Fabrication de principes actifs pharmaceutiques		
Date du contrôle : 24/11/2020 et 17/12/2020		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée		
Date de l'annonce de la visite : 06/11/2020		
<input type="checkbox"/> Inspection inopinée		
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL (PPC)		<input type="checkbox"/> Plainte
<input type="checkbox"/> Incident / Accident du :		<input type="checkbox"/> Autre
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau, <input type="checkbox"/> Air, <input type="checkbox"/> Déchets	Attributs affaire S3IC Post Lubrizol – Sécurité incendie
	<input type="checkbox"/> REACH, <input type="checkbox"/> RSDE	
	<input checked="" type="checkbox"/> Action nationale	
	<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaires	
	<input type="checkbox"/> SGS, <input type="checkbox"/> Vieillessement	
	<input type="checkbox"/> Cessation, <input type="checkbox"/> sols pollués	
Principales installations contrôlées :		
<ul style="list-style-type: none"> • Stockages de liquides inflammables. • Zones de stockages des liquides en récipients mobiles. 		
Référentiel du contrôle :		
• Arrêté préfectoral du : 07/07/2009		Article : 7.3.1 et suiv.
• Arrêté ministériel du : 24/09/2020		Article : III.14-III
Fonctions des personnes rencontrées		
Société	Qualité	
M2I	Responsable du site	
M2I	Responsable environnement	
M2I	QHSE	
Copies :	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input checked="" type="checkbox"/> DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> SPR <input checked="" type="checkbox"/> UD13 <input checked="" type="checkbox"/> Préfecture bureau des ICPE <input type="checkbox"/> Sous-préfecture <input type="checkbox"/> Autre	

Constats de l'inspection

I – Contexte

Le présent rapport rend compte des constats relevés sur les activités en fonctionnement telles qu'elles étaient le jour de l'inspection et des suites données à cette affaire.

Seules les prescriptions du référentiel du contrôle citées en première page ont été contrôlées le jour de la visite.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – Suites données à la précédente inspection (visite du 12/09/2019) :

L'inspection du 12/09/2019 avait pour thème les mesures de maîtrise des risques et une visite des ateliers de production dans le cadre de la réglementation REACH.

Cette visite a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 27 juin 2019 concernant plus particulièrement le non-respect des MMR en matière de risque incendie.

L'inspection des installations classées propose de prendre acte des mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant suite aux constats relevés lors de la visite précédente.

Le respect de ces conditions d'exploitation constaté lors de la visite d'inspection permet de considérer que l'arrêté de mise en demeure cité ci-dessus a été suivi d'effet.

Au cours de cette visite, il est apparu également des non-conformités importantes en matière de traitement des eaux polluées du site qui ont donné lieu à une procédure de révision des prescriptions applicables toujours en cours d'instruction à ce jour.

2.2 Constats de la visite du 24 novembre 2020

La fiche de constats est en annexe du présent rapport.

L'inspection s'est déroulée en deux phases :

- Une phase documentaire le 24/11/2020
- Une visite sur site réalisée le 17/12/2020

La phase d'examen documentaire a révélé une non-conformité importante de l'article III.14 alinéa III de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation qui précise que :

« III. - Dispositif d'extinction des effluents enflammés

Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pareflamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent. »

Or la zone de stockage des liquides inflammables et/ou toxiques en récipients mobiles est équipée de caniveaux de collecte des eaux incendie ou de produits en cas de perte de confinement vers des cuvettes de rétention déportées. Ces caniveaux ne sont pas équipés de dispositifs évitant la propagation de flammes ou la réinflammation des effluents en cas d'incendie.

Toutefois, cette non-conformité est à relativiser car l'annexe 2 de l'arrêté du 24 septembre 2020 qui concerne les dispositions applicables aux installations existantes¹ précise que cet article ne sera applicable qu'à compter du 1^{er} janvier 2026.

Quelques remarques ont également été faites concernant la gestion des produits inflammables ou combustibles présents sur le site ainsi que la nécessité d'une actualisation des rubriques de classement du site par rapport à l'arrêté du 07/07/2009 et la dernière demande d'antériorité faite en 2017 pour la mise en conformité du site suite à la parution des statuts SEVESO 3.

Ces constats ont été présentés à l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection au travers d'une fiche d'écart, et ont fait l'objet d'une réponse adaptée.

Compte tenu de l'échéance de mise en conformité prévue par l'arrêté ministériel du 24/09/2020, la fiche d'écart a été commuée en simple fiche d'observation annexée au présent rapport, le délai de mise en conformité au mois de septembre 2021 proposé par l'exploitant sans son courrier en réponse du 29/12/2020 est donc parfaitement adapté et peut être retenu par rapport à l'échéance réglementaire.

Outre les constats faits à l'occasion de l'examen documentaire, la visite sur site a révélé la présence de récipients mobiles fusibles ainsi qu'une cuvette de rétention abîmée nécessitant une intervention afin de garantir son étanchéité.

Le retour d'expérience de l'accident Lubrizol en Seine-Maritime a montré que les récipients mobiles en matière fusible (plastique, carton, etc.) pouvaient aggraver les effets d'un incendie lorsque ces derniers se trouvaient pris eux-mêmes dans les flammes et provoquaient une perte de confinement du produit contenu suite à la fusion du récipient.

Le site comporte quelques GRV et futs plastiques (voir photos en annexe) qui, à ce jour, ne sont pas pris en compte par le logiciel de gestion des produits à risques. En effet, ce dernier ne fait pas la distinction entre les réservoirs métalliques et les récipients fusibles.

Ce logiciel devra donc être mis à jour ou adapter pour intégrer cette information.

2.3 Conclusion et propositions de l'inspection

Actualisation du classement de l'établissement / des prescriptions applicables :

La procédure en cours relative à la mise en conformité du site en matière de traitement et de rejets des eaux polluées sera mise à profit pour actualiser les rubriques d'activités du site et plus particulièrement la prise en compte des rubriques 47xx qui sont associées à l'utilisation de substances spécifiques.

Propositions de suite à la visite d'inspection :

- Les réponses apportées aux constats faits à l'occasion de l'examen documentaire ont permis d'apporter des éléments de réponse l'observation faite concernant la mise en place des dispositifs coupe-feu dans des délais de réalisation raisonnables.
Toutefois, s'agissant de dispositifs techniques importants pour les Mesures de Maîtrise des Risques, rappelons que l'établissement est classé SEVESO seuil bas, il convient de maintenir la proposition de mise en conformité faite par l'exploitant pour le mois de septembre 2021 plutôt que d'attendre l'échéance réglementaire fixée au 1^{er} janvier 2026.
- La visite du site, quant à elle, a fait ressortir quelques mesures techniques ou organisationnelles à mettre en œuvre et détaillées ci-dessous.

En fonction des constats, l'inspection de l'environnement propose les suites suivantes :

¹ Installations dont la demande d'autorisation a été présentée avant le 1^{er} janvier 2013 ou régulièrement en service avant le 1^{er} janvier 2013 (annexe 1 de l'AM du 24/09/2020). C'est le cas pour l'établissement M2I Salin.

- L'application de gestion des produits inflammables ou toxiques stockés sur site devra être adaptée pour intégrer la nature du récipient de stockage (fusible ou non-fusible) afin de déterminer les quantités de produits susceptibles d'être répandus en cas d'incendie et d'en aggraver ainsi ses effets – délai d'application : dès réception du présent rapport ;
- La fissuration de la paroi latérale et l'angle de la cuvette de rétention du stockage de soude devront être réparés rapidement. Nous proposer à cet effet, sous 1 mois, un échéancier pour la réalisation des travaux. À l'issue de la réparation un contrôle rapide de l'étanchéité de la cuvette sur la zone réparée devra également être pratiqué.
- La proposition de mise en conformité des caniveaux de drainages de la zone de stockage en récipients mobiles vers la cuvette de rétention déportée est validée pour le mois de septembre 2021 sans attendre l'échéance réglementaire.

Pièces jointes : (fiche de constats, planche photos.)

Annexe 1 :

Fiche de constat et réponses apportées par l'industriel (voir document joint).

Annexe 2 : planche photos.



Stockages en fûts plastique



GRV



Fissuration paroi cuvette de rétention stock de soude.



Angle et fissuration cuvette stock de soude.